

*Le Ministre de Suisse à Rome, G.B. Pioda,  
au Chef du Département politique, A. Hoffmann*

L

Rome, 20 août 1914

Vous aurez reçu le texte de la réponse italienne<sup>1</sup> à notre déclaration de neutralité. M. de Martino, Secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères, m'a dit que le Gouvernement italien ne comptait pas répondre à notre déclaration, qui ne lui paraissait pas nécessiter de réponse. C'est pour correspondre à notre désir que l'Italie nous en a donné acte par écrit.

J'ai aussi entretenu M. de Martino de l'article du *Secolo*<sup>2</sup> sur une prétendue alliance austro-suisse et ai protesté de toutes mes forces contre ces insinuations mensongères, en lui remettant une copie de votre télégramme à moi<sup>3</sup>, destinée à M. di San Giuliano. M. de Martino m'a très aimablement répondu que l'on n'attachait aucune importance à ce canard. Votre communication à la presse a été répandue par l'agence Stefani et publiée dans tous les journaux italiens, ce qui a dispensé le Ministère des Affaires Etrangères de leur faire d'autres communications à cet égard. J'ajoute que l'édition du *Secolo* que je reçois ne contenait pas le passage incriminé. Il en est de même d'un nouvel article du *Secolo*, dont parle la *Tribuna* de ce matin, et qui répéterait les mêmes canards, provenant cette fois-ci de Berlin.

Le marquis Paulucci est ici, comme vous le savez. Il m'a dit que messieurs les Conseillers fédéraux avaient bien voulu lui faire individuellement les déclarations les plus positives sur la volonté absolue de la Suisse de rester neutre et de ne considérer comme «alliés» que les adversaires de la puissance qui violerait sa neutralité. Mais il a ajouté que le fait que nos dépenses militaires visaient toutes notre front sud créait une certaine impression, qu'il faudrait tâcher d'éviter qu'on puisse croire en Suisse à des projets italiens et en Italie à des projets suisses et qu'il (Paulucci) désirerait provoquer une déclaration réciproque de neutralité de la part des deux gouvernements. Je lui ai répondu que notre déclaration solennelle de neutralité était faite et qu'elle était encore complétée par la communication que je venais de faire pour protester contre les dires du *Secolo*, en rappelant les

---

1. Cf. n° 37.

2. Il s'agit d'un article paru dans le *Secolo* du 14 août. Cf. E 2200 Rom/4, IC: 12.

3. Il s'agit d'un télégramme de Hoffmann du 17 août demandant à Pioda de protester contre l'information mensongère du *Secolo*. Cf. E 2200 Rom/4, IC: 12.

21 AOÛT 1914

59

paroles positives de M. Forrer à l'Assemblée fédérale<sup>4</sup>: libre à M. Paulucci de provoquer des déclarations italiennes. Mais il m'a paru tenir à son projet d'une «déclaration réciproque».

M. Paulucci a vu le Roi, M. Salandra et M. di San Giuliano. Il m'a dit qu'il avait un autre désir, c'était d'être autorisé à régler et liquider une bonne fois toutes les questions en suspens entre la Suisse et l'Italie (il a cité les expropriations de Garzen et l'alcool de Campione). Enfin il m'a assuré qu'il faisait tout ce qui dépendait de lui pour arriver à un règlement satisfaisant de toutes nos demandes concernant le transit et l'exportation en temps de guerre; mais sa bonne volonté se heurte au mur rébarbatif que représente la douane.

A cette occasion, je désire ajouter que, d'après des renseignements absolument sûrs, le ministre Cavasola était tout à fait disposé à nous accorder immédiatement 300 000 quintaux de sucre ou même davantage; mais les autres membres du gouvernement l'en ont empêché, en lui disant qu'«avec la Suisse, il ne fallait jamais tout donner d'une fois.» Le gouvernement désire évidemment se réserver cette arme pour des négociations ultérieures.

[...]<sup>5</sup>

Je vous prie de bien vouloir considérer ce que je vous ai écrit sur le marquis Paulucci comme confidentiel et de ne pas lui laisser savoir que je vous ai rapporté notre conversation.

---

4. Il s'agit des déclarations faites par L. Forrer le 4 décembre 1912 au Conseil des Etats. Cf. E 1001 (D) d1/163.

5. Suivent des informations sur la situation en Albanie, sur l'imminence d'un appel de troupes en Italie et sur les problèmes financiers du gouvernement italien.